

## Journée du 1er mai



Le 1er mai 2024 est également une journée d'expression forte de la solidarité internationale vis-à-vis de tous les travailleurs et toutes les travailleuses. Pour l'UNSA, le 1er mai 2024, est le bon moment pour inviter l'actualité sociale et la justice au cœur des débats. C'est la raison pour laquelle l'UNSA appelle ses adhérents et sympathisants, les travailleuses et travailleurs, les jeunes et retraités à se mobiliser largement et à défiler pour exprimer ces revendications.

### Pour l'UNSA, le compte n'y est toujours pas.

En 1886, aux États-Unis, les travailleurs obtiennent la journée de 8 h de travail après deux années de mobilisation. Le 1er mai 1890, cette revendication est reprise par les travailleurs français.

En 2024, cette question ne se pose plus, mais le 1er mai reste un bon moment pour exprimer les revendications des salariés et des agents publics.

- Pouvoir d'achat en berne et « année blanche » salariale dans la fonction publique, stigmatisation des chômeurs et des plus pauvres, augmentation de la durée d'activité à 64 ans : le gouvernement cible particulièrement les travailleurs de ce pays. Les annonces récentes : coupes sombres de 10 milliards dans les budgets publics, taxe « lapin », augmentation des franchises médicales etc, vont mettre à mal nos services publics et notre système social.

À la veille des élections européennes, loin du spectre d'une montée des populismes d'extrême droite en Europe, c'est bien d'une Europe sociale et de protection de nos modèles sociaux que les salariés de tous les pays européens ont besoin. Les enjeux devant nous concernant la transition technologique et la transformation écologique exige également que l'Europe ne soit pas menacée par une irruption des thèses les plus rétrogrades ou conservatrices.

La participation du plus grand nombre de citoyens à ces élections doit y contribuer.

Le 1er mai 2024 est également une journée d'expression forte de la solidarité internationale vis-à-vis de tous les travailleurs et toutes les travailleuses. Les libertés syndicales sont trop souvent bafouées, les organisations syndicales leurs membres et les populations civiles sont en butte à la répression et hélas à la guerre.

- Pour l'UNSA, le 1er mai 2024, est le bon moment pour inviter l'actualité sociale et la justice au cœur des débats. C'est la raison pour laquelle l'UNSA appelle ses adhérents et sympathisants, les travailleuses et travailleurs, les jeunes et retraités à se mobiliser largement et à défiler pour exprimer ces revendications.

Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA